



RAPPORT D'ENQUÊTE L'EAU, ON EN PARLE ?



Préambule méthodologique

- ❖ L'enquête présentée dans ce rapport a été commandée par l'Établissement Public Territorial du Bassin Eaux & Vilaine pour le compte de la Commission Locale de l'Eau (CLE). Elle a donné lieu à des échanges préalables pour convenir des questionnements et a fait l'objet d'une validation par la CLE. Elle a été réalisée par l'agence Palabreo.
- ❖ Elle constitue une première étape dans la démarche de participation du public à la révision du Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SAGE) du bassin de la Vilaine. Cette enquête viendra alimenter les cinq ateliers qui seront organisés avec les habitants du territoire au mois de juin, avant une grande rencontre réunissant tous les participants intéressés au mois de novembre. Cette démarche servira à nourrir le travail de prospective autour des scénarios étudiés dans le cadre de la révision du SAGE. Elle se conclura par un temps de restitution.
- ❖ L'enquête, ouverte du 2 mars au 7 avril, a fait l'objet d'une large diffusion par la presse locale, les collectivités, les associations, les CODEV et les établissements scolaires du territoire. Tous les habitants du territoire étaient invités à y répondre en ligne. Au total, 3558 questionnaires ont été recueillis.
- ❖ Le questionnaire comptait 23 questions et 11 questions de profil.
- ❖ Trois questions ouvertes offraient la possibilité aux participants de préciser le nom du ou des cours d'eau proches de chez eux, d'indiquer les mots qu'ils associent à l'eau, et pour la dernière de partager un commentaire concernant les enjeux de l'eau pour le territoire. Les deux premières ont été traitées sous la forme d'un nuage de mots pour représenter la diversité des réponses formulées.
- ❖ La dernière, à laquelle 1559 personnes ont répondu, a été analysée de façon ascendante – c'est-à-dire sans avoir préalablement établi des catégories – de manière à respecter les points de vue exprimés. Cette analyse présente une lecture factuelle des grands éléments convergents sans oublier des expressions plus singulières. Pour cela, des verbatim, les plus représentatifs ou les plus significatifs, ont été ajoutés pour donner du corps aux propos et illustrer de manière précise les réponses les plus singulières. Ils sont présentés en caractère italique de couleur bleu. Les réponses à certaines questions ont été représentées sous forme de nuages de mots.
- ❖ Malgré notre vigilance, il est possible que quelques erreurs de compréhension subsistent dans le document, ces éléments pourront être ajustés lors du partage des enseignements de l'enquête auprès des répondants.

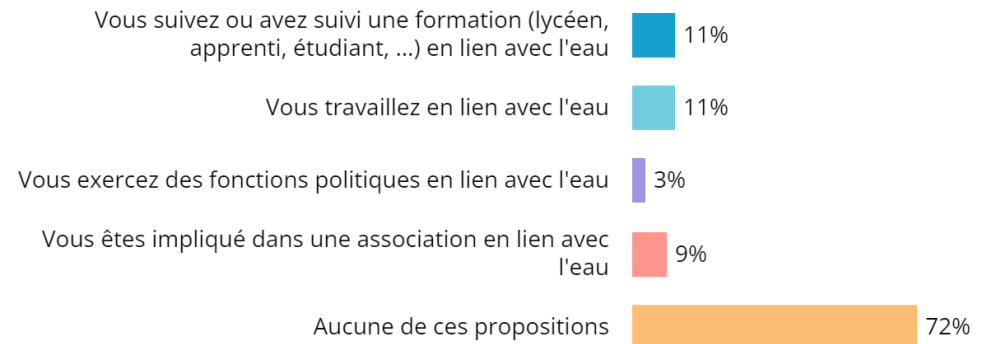
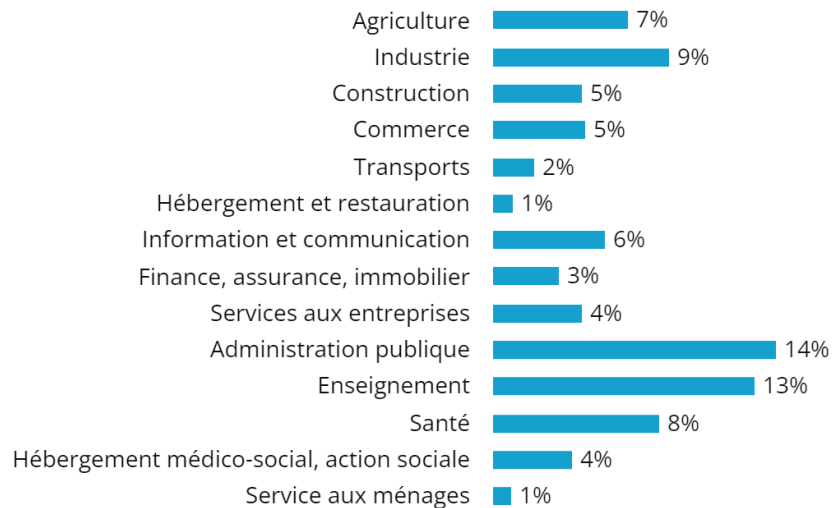
Important : Ce rapport d'enquête, réalisé par Palabreo, présente l'analyse des réponses fournies par les répondants : il présente ainsi leurs avis et leurs perceptions, qui peuvent être différents de la réalité des faits.

LE PROFIL DES RÉPONDANTS

Le profil des répondants

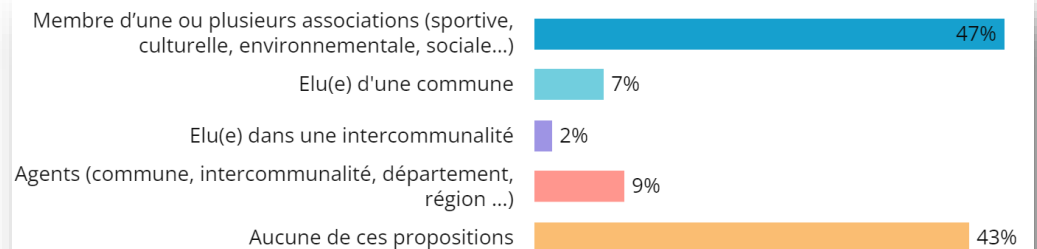
- ✓ 71% des répondants sont des actifs (dont 7% dirigeants d'entreprises et 2,5% demandeurs d'emploi), 19,5% des retraités
- ✓ On compte parmi les répondants 347 lycéens et étudiants (10% de l'effectif total)

Secteur d'activité ou de recherche d'activité (hors "autres")



72% des répondants sont des « béotiens » qui n'ont aucun rapport professionnel, associatif, politique... avec des sujets liés à l'eau.

Un peu moins de la moitié des répondants est investi dans le tissu associatif, on compte 9% d'élus communaux et intercommunaux et 9% d'agents. 43% ne font partie d'aucune de ces catégories.



Le profil des répondants

Comment ont-ils accédé à l'enquête ?

- ✓ Un quart des répondants a été informé via la presse ou les réseaux sociaux.
- ✓ 20% via les lycées et les établissements d'enseignement ou par l'intermédiaire de lycéens qui étaient invités à en parler autour d'eux.
- ✓ Les autres ont été mobilisés via leur réseau associatif (15%) ou professionnel (10%).
- ✓ 14% évoquent un « autre biais ».

Un fort intérêt pour la suite de la démarche

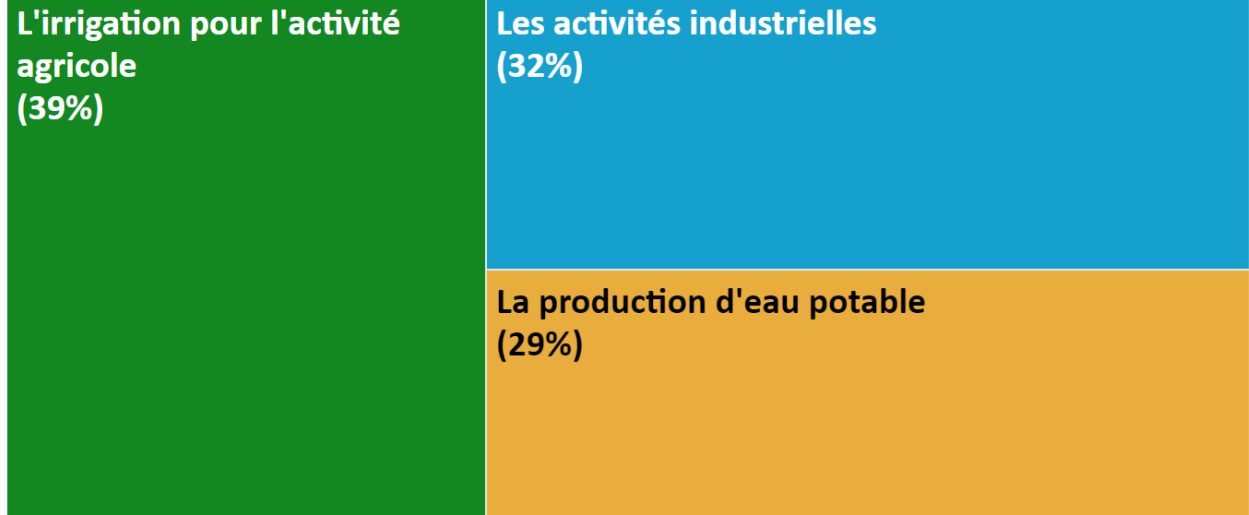
- ✓ 2184 personnes ont laissé leurs coordonnées mails pour recevoir les résultats de l'enquête
- ✓ 14% ont précisé qu'ils souhaitaient participer aux futurs ateliers, 28% souhaitent être recontactés à ce sujet soit un total de 1563 personnes intéressées
- ✓ Parmi elles, on compte 65% de personnes non investies dans les sujets de l'eau.



LA CONNAISSANCE DU SUJET

Le niveau de connaissance du sujet de l'eau

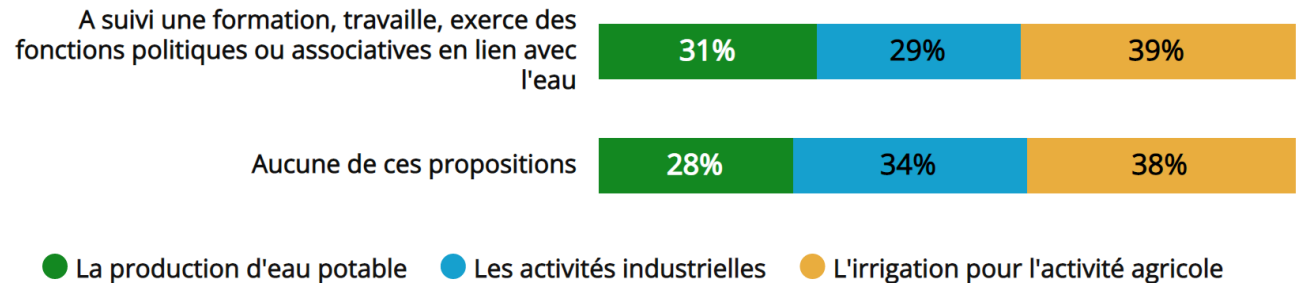
2/23. Selon vous, pour quels usages prélève-t-on le plus d'eau ?



Selon les participants, c'est l'irrigation agricole qui est la première source de prélèvement.

Attention : la formulation de la question pouvait prêter à confusion, ne comportant pas de façon exhaustive l'ensemble des usages.

La réponse est sensiblement identique, quel que soit le niveau de connaissance du sujet.



Réponse à la question « pour quels usages prélève-t-on le plus d'eau », en fonction du niveau d'implication dans le sujet

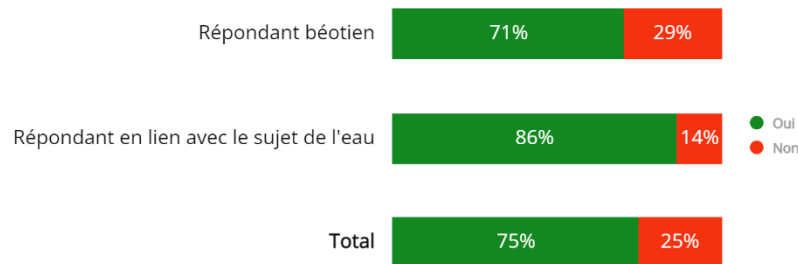
Le niveau de connaissance du sujet de l'eau

- ✓ Les deux tiers des répondants estiment que **la responsabilité du traitement et de la distribution de l'eau du robinet est exercée par un acteur public**, 31% pensent qu'il s'agit d'une **entreprise privée**, un faible pourcentage (3%) dit ne pas savoir.
- ✓ A noter que les répondants impliqués dans le sujet évoquent une répartition à 72% pour un acteur public, 26% une entreprise privée.

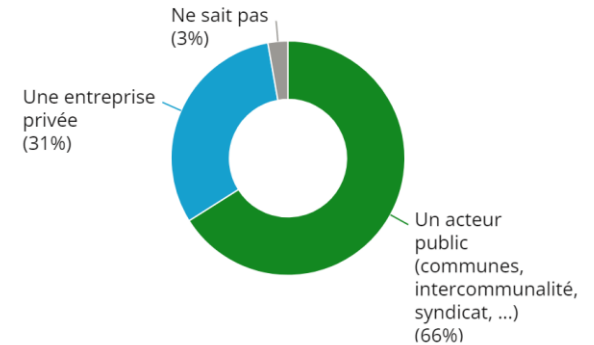
Pour information : la responsabilité de l'alimentation en eau potable est une compétence d'une structure publique, mais elle peut ensuite déléguer la gestion à une entreprise.

- ✓ **Pour 75% de l'ensemble des répondants, l'eau utilisée au quotidien retourne en fin de cycle dans le milieu naturel** ; 25% pensent le contraire.
- ✓ Mais la réponse dépend du niveau de connaissance du sujet : ainsi 29% des répondants béotiens répondent « non » à la question, contre 14% des répondants en lien avec le sujet.

Selon vous, l'eau que vous utilisez tous les jours retourne-t-elle (en fin de cycle) dans le milieu naturel ? / niveau de connaissance du sujet



4/23. Selon vous, qui est responsable du traitement et de la distribution de l'eau du robinet ?



Certains résultats sont présentés sous la forme de « tris croisés » pour indiquer des variations selon l'âge, le niveau de connaissances sur l'eau. Ses résultats sont repris dans des tableaux synthétiques, indiquant en gras les valeurs qui sortent de la moyenne.

Le niveau de connaissance du sujet de l'eau

Un niveau de connaissance du SAGE relativement à très faible

- ✓ Seuls 30% de l'ensemble des répondants disent savoir ce qu'est un SAGE.
- ✓ Ce niveau de connaissance est largement fonction du niveau d'implication dans le sujet de l'eau, même si une part conséquente des répondants impliqués dans les sujets de l'eau ignorent également ce qu'est un SAGE.

6/23. Savez vous ce qu'est un Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) ? / profil des répondants

	Oui	Non
Suit ou a suivi une formation en lien avec l'eau	57%	43%
Travaille en lien avec l'eau	74%	26%
Exerce des fonctions politiques en lien avec l'eau	79%	21%
Est impliqué dans une association en lien avec l'eau	54%	46%
Aucune de ces propositions (répondant béotien)	19%	81%

Modalité de lecture : 46% des répondants impliqués dans une association en lien avec l'eau ne sait pas ce qu'est un SAGE

- ✓ Avant l'enquête, 77% des répondants savaient que leur commune faisait partie du « bassin de la Vilaine ».

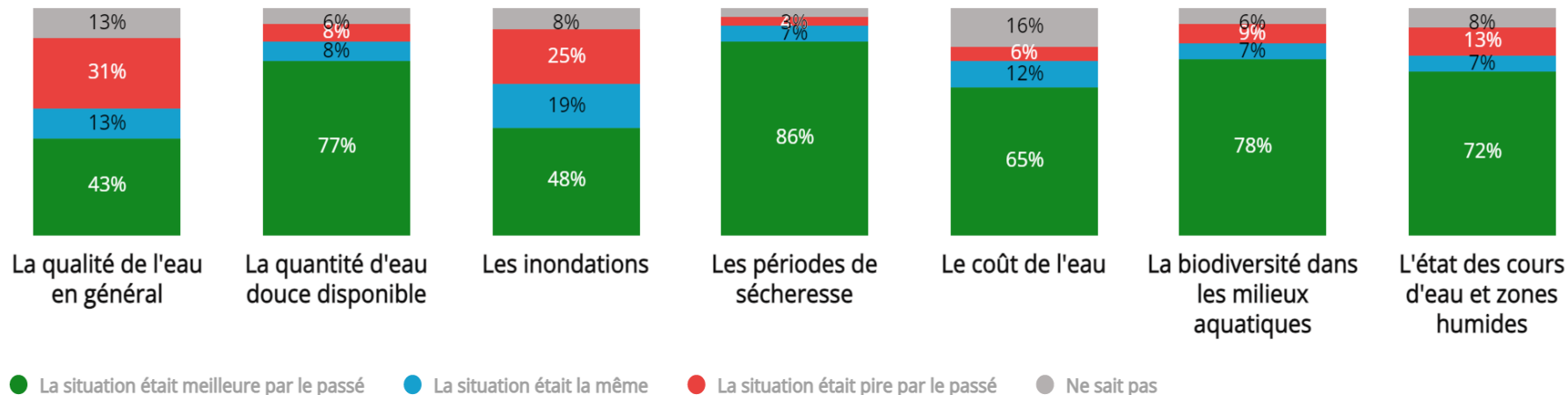


L'APPRÉHENSION DES ÉVOLUTIONS ET DES IMPACTS

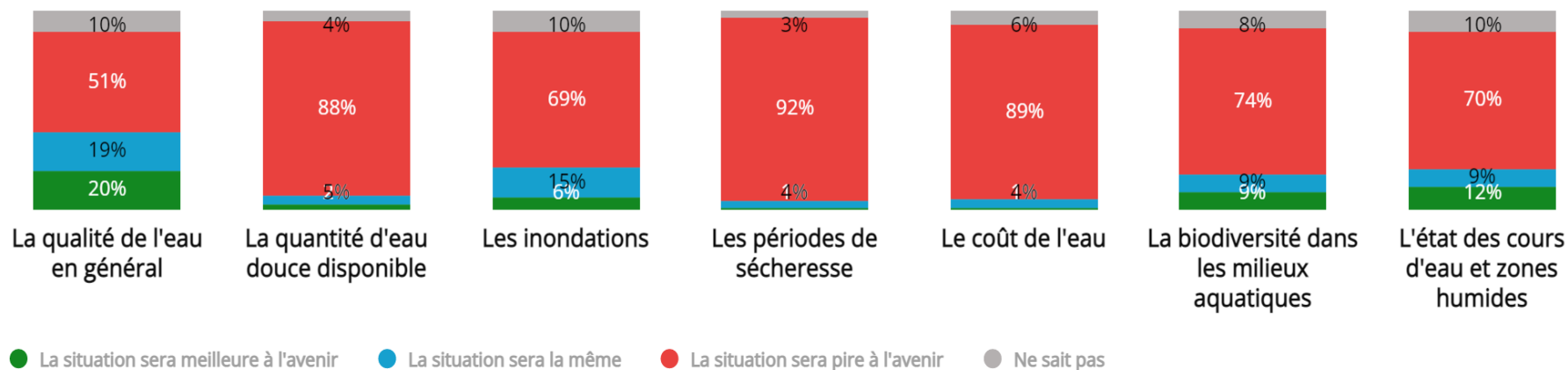
L'évolution de la situation dans le temps

✓ De façon générale, le regard sur l'évolution dans le temps est extrêmement marqué par le sentiment que la situation était meilleure par le passé et qu'elle sera pire à l'avenir.

8/23. S'agissant de l'évolution de la situation par rapport au passé (il y a 30 ou 40 ans), vous diriez que ...



9/23. S'agissant de l'évolution de la situation à l'avenir (dans 30 ou 40 ans), vous diriez que ...



L'évolution de la situation dans le temps

- ✓ Si on regarde ce point de vue sur l'évolution dans le temps au regard de l'âge des répondants, on note une convergence générale avec certaines particularités.
- ✓ L'idée que la situation était meilleure par le passé **est davantage marquée chez les plus jeunes** pour ce qui est de la qualité de l'eau et le risque d'inondations... à contrario **les plus âgés sont plus mitigés** pour ce qui est des inondations par exemple.

	« La situation était meilleure par le passé »						
	La qualité de l'eau en général	La quantité d'eau douce disponible	Les inondations	Les périodes de sécheresse	Le coût de l'eau	La biodiversité des milieux aquatiques	L'état des cours d'eau et zones humides
Moins de 18 ans	48%	71%	64%	86%	68%	77%	71%
Entre 18 et 30 ans	40%	78%	56%	87%	53%	80%	73%
Entre 31 et 49 ans	42%	81%	53%	89%	64%	80%	75%
Entre 49 et 64 ans	43%	77%	42%	85%	70%	78%	72%
65 ans et plus	46%	68%	32%	80%	67%	72%	66%
<i>Tous répondants</i>	<i>43%</i>	<i>77%</i>	<i>48%</i>	<i>86%</i>	<i>65%</i>	<i>78%</i>	<i>72%</i>

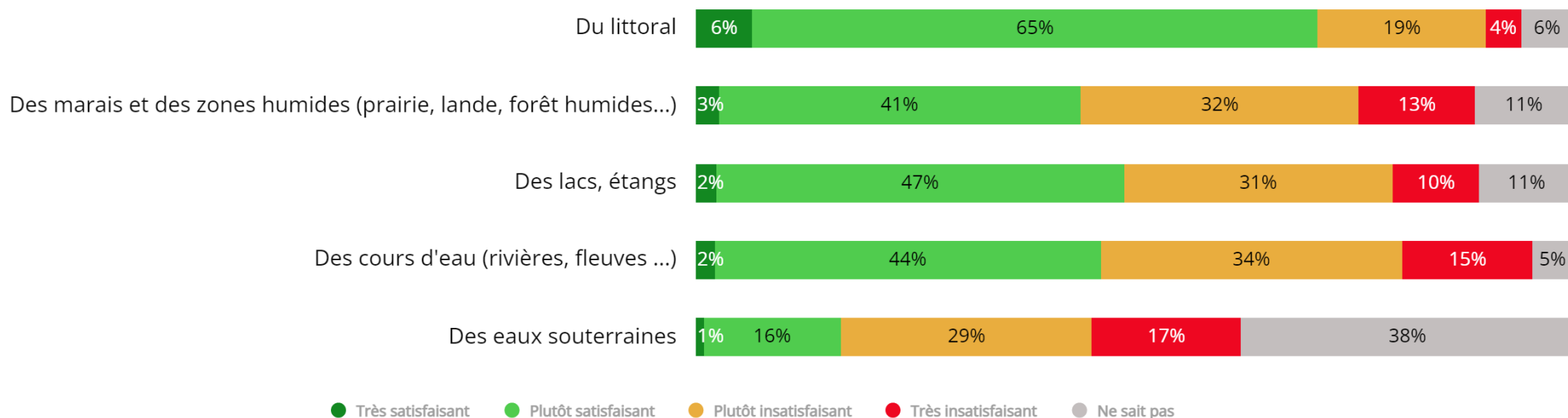
- ✓ L'idée que **la situation sera pire à l'avenir est particulièrement présente dans les réponses des moins de 30 ans** qui, sur la quasi-totalité des items, se positionnent de façon plus inquiète que leurs aînés.

	« La situation sera pire à l'avenir »						
	La qualité de l'eau en général	La quantité d'eau douce disponible	Les inondations	Les périodes de sécheresse	Le coût de l'eau	La biodiversité des milieux aquatiques	L'état des cours d'eau et zones humides
Moins de 18 ans	68%	90%	80%	93%	88%	80%	81%
Entre 18 et 30 ans	57%	89%	76%	92%	82%	79%	73%
Entre 31 et 49 ans	52%	90%	73%	95%	89%	78%	72%
Entre 49 et 64 ans	50%	89%	65%	91%	90%	70%	69%
65 ans et plus	40%	83%	52%	87%	88%	62%	58%
<i>Tous répondants</i>	<i>51%</i>	<i>88%</i>	<i>69%</i>	<i>92%</i>	<i>89%</i>	<i>74%</i>	<i>70%</i>

Le point de vue sur l'état des milieux

- ✓ Les répondants ont des **points de vue différenciés sur l'état des milieux**, s'ils sont 71% à estimer très ou plutôt satisfaisant l'état du littoral, ils sont moins de la moitié à partager ce point de vue pour les marais, zones humides, lacs, étangs et cours d'eau.
- ✓ **S'agissant des eaux souterraines**, seuls 17% estiment l'état très ou plutôt satisfaisant, 46% pensent le contraire. A noter que 38% disent ne pas savoir.

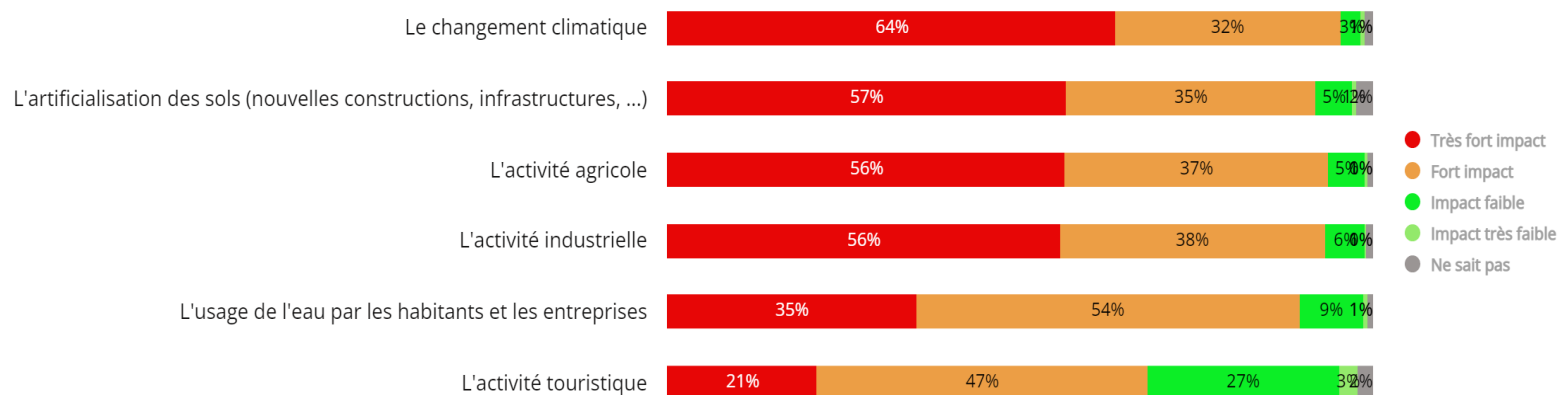
15/23. Que pensez-vous de l'état, dans votre territoire :



Les impacts sur la ressource en eau

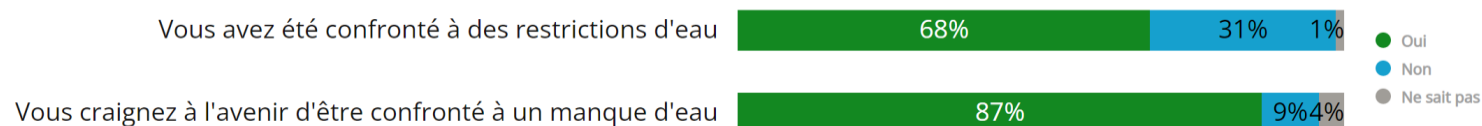
- ✓ Les répondants identifient de très forts ou forts impacts pour l'ensemble des propositions (**changement climatique, artificialisation des sols, activité agricole ou industrielle**).
- ✓ **L'usage de l'eau par les particuliers ou les entreprises** apparaît toutefois un peu moins impactant, tout comme **le tourisme** que 30% des répondants estiment n'avoir qu'un impact faible voire très faible.

10/23. Selon vous, quel impact sur la ressource en eau (en termes de quantité, de qualité, ...) ont les propositions suivantes ?



Restrictions d'eau et inondations

- ✓ 68% des répondants disent avoir été **confrontés à des restrictions d'eau**, ils sont 87% à **craindre de l'être à l'avenir**.



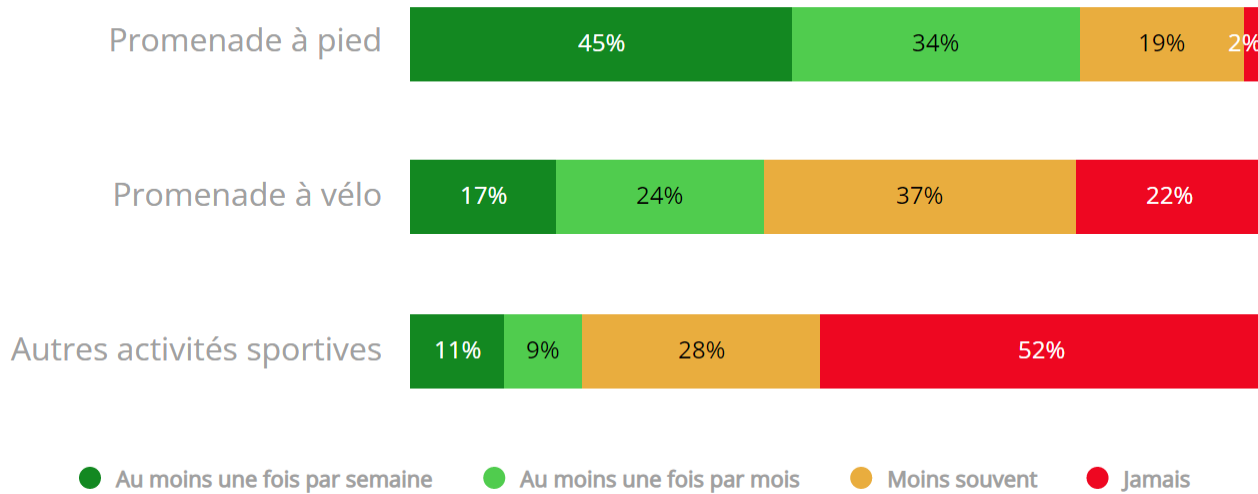
- ✓ 7% des répondants déclarent être en zone inondable, 5% avoir déjà été inondé.



LES USAGES

Les usages des cours d'eau, lacs, étangs

✓ 89% des répondants **se rendent régulièrement auprès d'un cours d'eau, lac, étang** pour des promenades à pied, 41% pour des promenades à vélo, 20% pour d'autres activités sportives.



5% ont une pratique régulière de la baignade (1 fois / semaine ou par mois), 5% du canoë et autres loisirs nautiques, 4% de la pêche, 2% de la chasse.

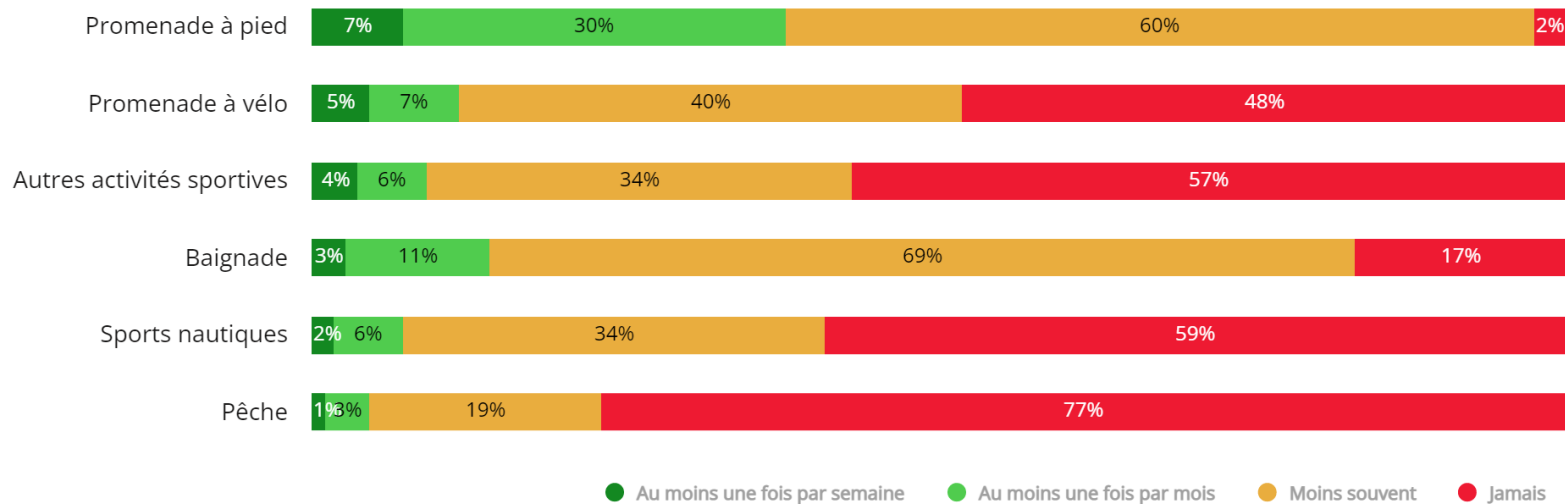
✓ Les usages varient en fonction de l'âge avec une plus faible fréquentation des plus jeunes.

Usage régulier (au moins une fois par mois /semaine)	MOINS DE 18 ANS	ENTRE 18 ET 30 ANS	ENTRE 31 ET 49 ANS	ENTRE 49 ET 64 ANS	65 ANS ET PLUS
Promenade à pied	59%	75%	82%	80%	80%
Promenade à vélo	37%	38%	43%	43%	38%
Pêche	6%	4%	4%	3%	7%
Chasse	2%	2%	1%	1%	3%
Canoë et loisirs nautiques	4%	7%	5%	4%	5%
Baignade	11%	7%	6%	6%	6%
Autres activités sportives	26%	18%	19%	21%	19%

Les usages du littoral

- ✓ Le bord de mer est fréquenté régulièrement pour des promenades à pied par 37% des répondants, 12% pour des promenades à vélo, 11% pour la baignade... Les usages varient en fonction de l'âge des répondants.

14/23. A quelle fréquence vous rendez-vous en bord de mer, sur le littoral près de chez vous, et pour quels usages ?



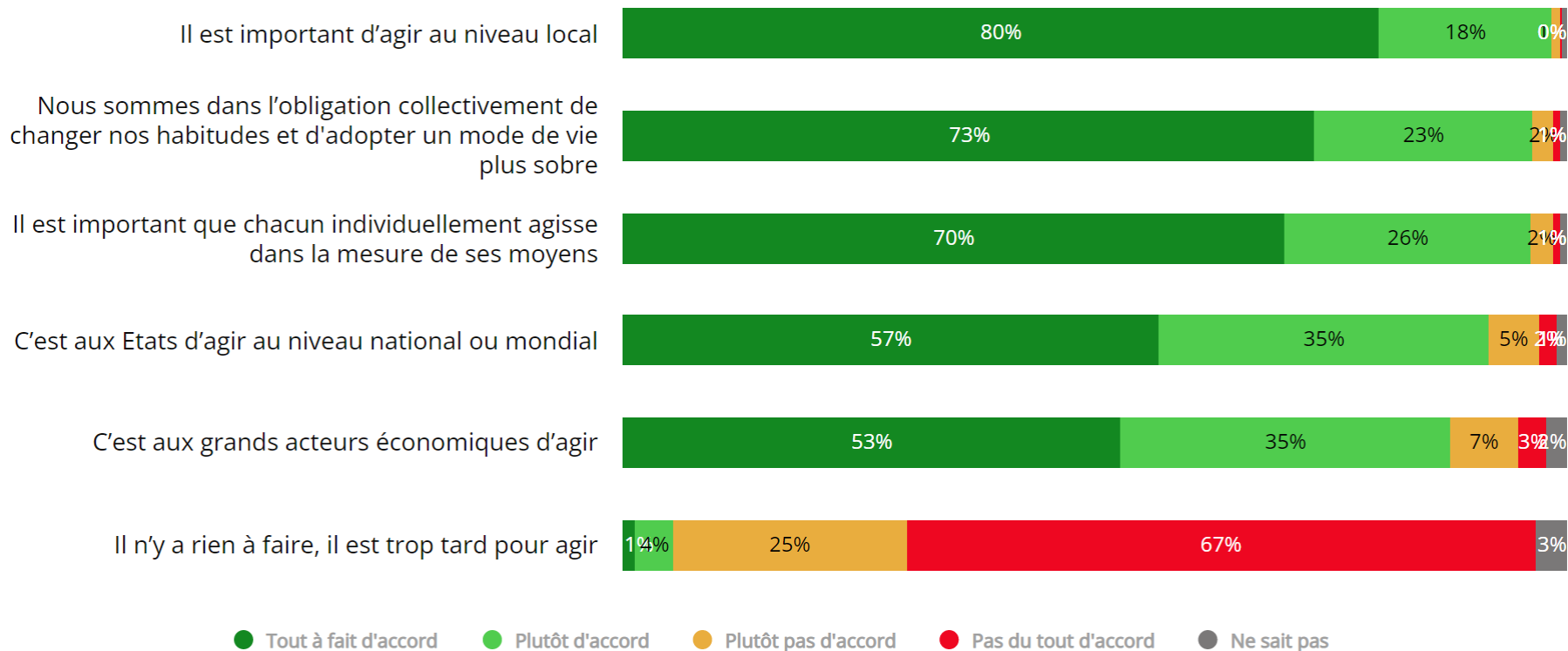
	MOINS DE 18 ANS			ENTRE 18 ET 30 ANS			ENTRE 31 ET 49 ANS			ENTRE 49 ET 64 ANS			65 ANS ET PLUS		
	1 fois / semaine ou mois	Moins souvent	Jamais	1 fois / semaine ou mois	Moins souvent	Jamais	1 fois / semaine ou mois	Moins souvent	Jamais	1 fois / semaine ou mois	Moins souvent	Jamais	1 fois / semaine ou mois	Moins souvent	Jamais
Promenade à pied	32%	59%	9%	34%	63%	3%	34%	65%	1%	40%	58%	3%	51%	47%	2%
Promenade à vélo	8%	39%	53%	9%	47%	44%	8%	43%	49%	14%	41%	46%	22%	27%	51%
Pêche	5%	17%	78%	3%	18%	79%	3%	19%	78%	5%	18%	77%	10%	19%	71%
Baignade	14%	69%	17%	11%	66%	23%	12%	75%	13%	16%	68%	16%	21%	53%	26%
Sports nautiques	6%	45%	49%	8%	37%	55%	6%	40%	55%	8%	29%	63%	12%	16%	71%
Autres activités sportives	12%	32%	56%	7%	37%	56%	7%	39%	54%	10%	33%	57%	14%	18%	68%



RESPONSABILITÉS ET ACTIONS PRIORITAIRES

La responsabilité des différentes parties prenantes

- ✓ Les répondants soulignent l'importance de l'action locale (80% tout à fait d'accord), mais estiment également **qu'il faut changer de comportement (73%) et agir individuellement (70%)**. L'action des Etats (57%) et des grands acteurs économiques est également soulignée.

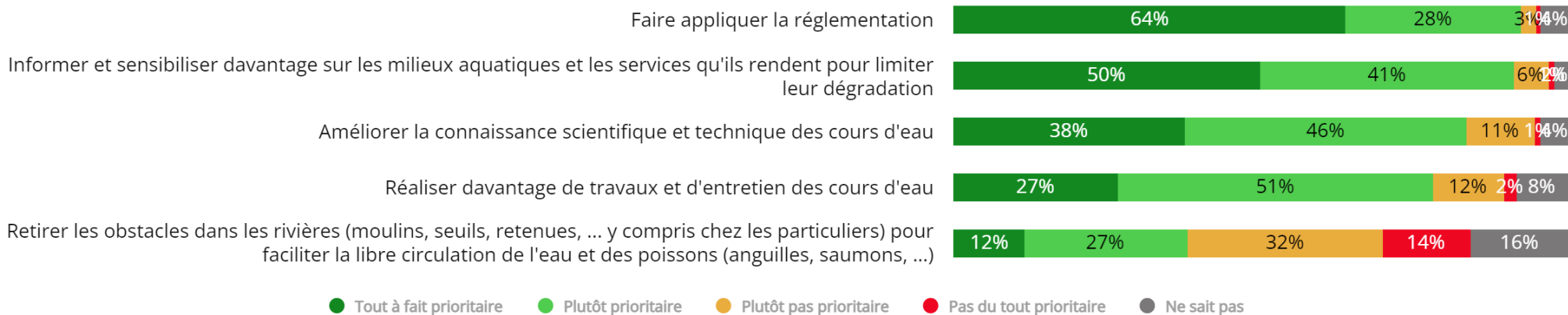


- ✓ Parmi l'effectif global des répondants, **seuls 5% estiment qu'il n'y a « rien à faire », qu'il est « trop tard pour agir »**.
- ✓ Ce pourcentage monte à 13% pour les répondants de moins de 18 ans et à 12% pour les 18-30 ans.

Quelles actions prioritaires pour préserver les cours d'eau, zones humides et leurs abords

- ✓ Pour préserver les cours d'eau, zones humides et leurs abords, les répondants considèrent qu'il faut avant tout **faire appliquer la réglementation**.
- ✓ Ils priorisent également l'information et la **sensibilisation, l'amélioration des connaissances** et dans une moindre mesure les **travaux d'entretien**.
- ✓ Ils ont par contre un point de vue beaucoup plus nuancé sur le fait de **retirer les obstacles y compris chez les particuliers** : 39% estiment cela prioritaire mais 36% signalent que cela n'est plutôt pas ou pas du tout prioritaire.

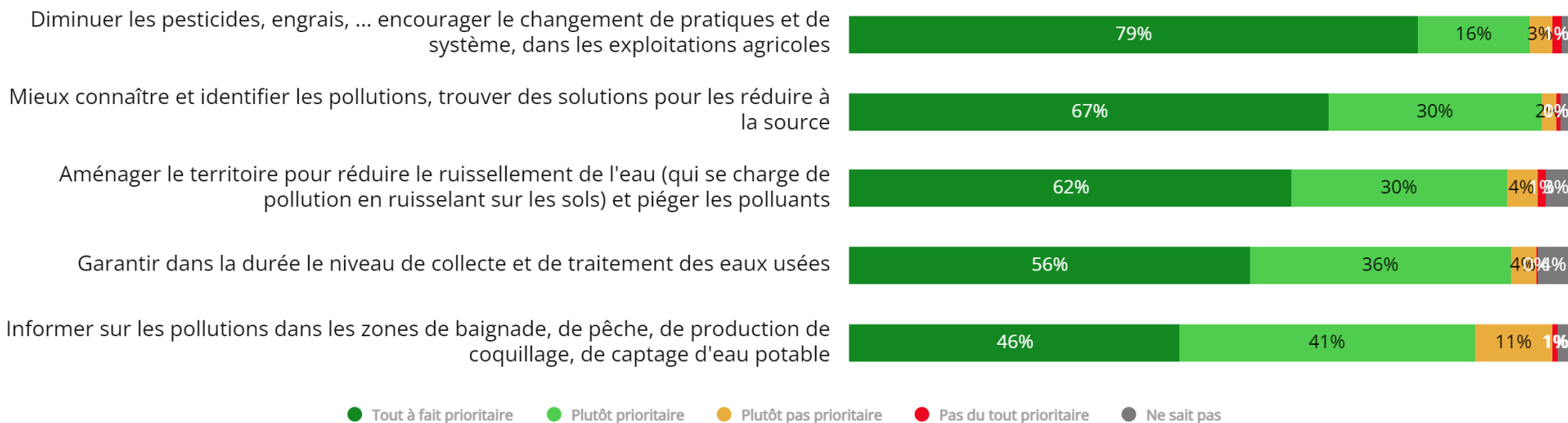
17/23. Quelles actions faudrait-il mener en priorité pour préserver les cours d'eau, les zones humides et leurs abords ?



Quelles actions prioritaires pour garantir la qualité de l'eau ?

- ✓ Pour garantir la qualité de l'eau, limiter les impacts des polluants sur les milieux aquatiques et la santé, les répondants classent en première priorité **le changement de pratiques et des systèmes dans les exploitations agricoles**.
- ✓ Les autres actions sont également fortement soulignées.

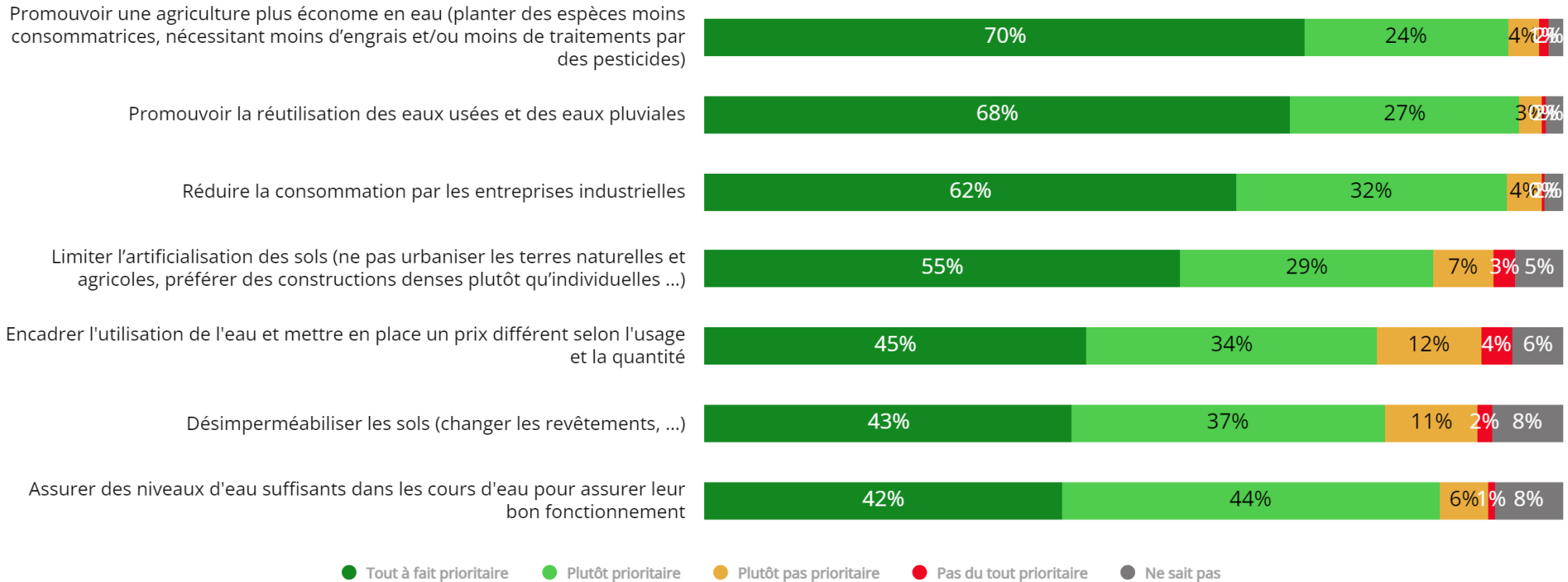
18/23. Quelles actions faudrait-il mener en priorité pour garantir la qualité de l'eau, limiter les impacts des polluants sur les milieux aquatiques et sur la santé ?



Quelles actions prioritaires pour améliorer le partage et la gestion de la ressource ?

- ✓ Pour améliorer le partage et la gestion de la ressource en eau dans le contexte de changement climatique, les répondants classent l'ensemble des actions comme prioritaires avec un très fort accent sur **la promotion d'une agriculture économe en eau, la réutilisation des eaux usées, la réduction des consommations d'eau par les entreprises industrielles et la limitation de l'artificialisation des sols.**

19/23. Quelles actions faudrait-il mener en priorité pour améliorer le partage et la gestion de la ressource en eau dans le contexte du changement climatique ?

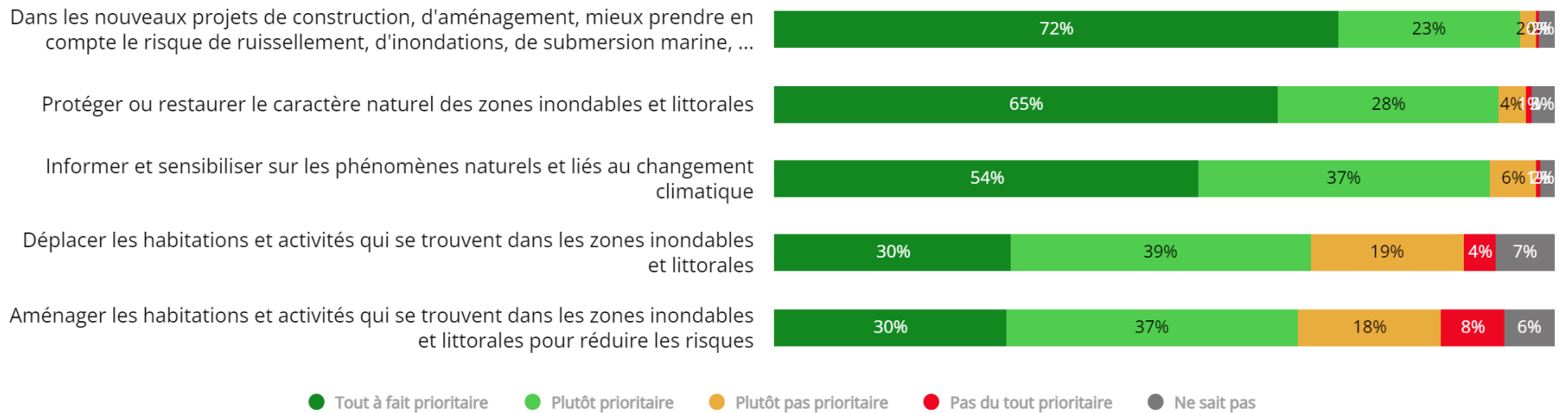


Quelles actions prioritaires pour anticiper les risques naturels ?

Pour anticiper les risques naturels (inondations, submersions marines...) dans un contexte de changement climatique, les répondants priorisent :

- ✓ Une meilleure prise en compte des risques dans les nouveaux projets de construction, la protection ou la restauration du caractère naturel des zones inondables et littorales.
- ✓ L'information et la sensibilisation sont également mises en valeur.
- ✓ Les points de vue sont plus diversifiés pour ce qui est de la **gestion de l'existant en zones inondables ou littorales**, qu'il s'agisse de déplacement ou d'aménagement

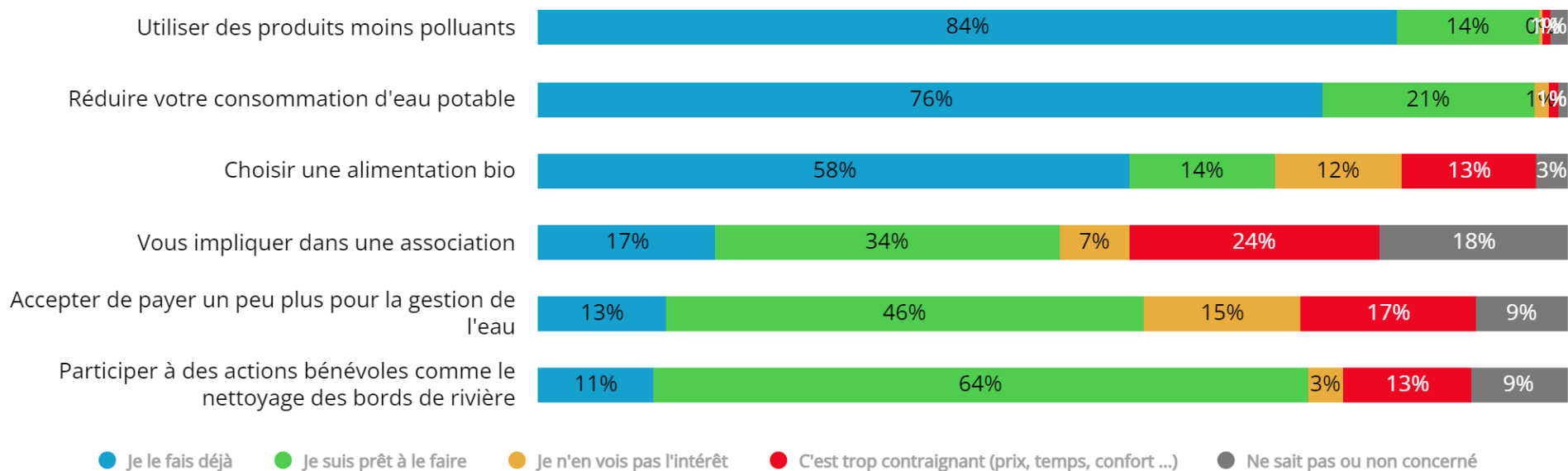
20/23. Quelles actions faudrait-il mener en priorité pour mieux anticiper les risques naturels (inondations, submersions marines, ...) dans le contexte du changement climatique ?



La capacité à contribuer personnellement à la qualité de l'eau

- ✓ **Les répondants font état de leur contribution déjà à l'œuvre pour la qualité de l'eau** : 84% utilisent déjà des produits moins polluants, 76% ont réduit leur consommation d'eau potable, 58% ont déjà choisi une alimentation bio...
- ✓ **S'agissant de payer un peu plus pour la gestion de l'eau**, 46% sont prêt à l'accepter, un pourcentage à mettre en relation avec la question portant sur l'avenir où 89% des répondants anticipent une augmentation du prix de l'eau. 17% à contrario considèrent que c'est trop contraignant. À noter que 13% estiment que c'est déjà le cas.
- ✓ **Enfin, en termes d'implication**, un tiers des répondants sont prêts à s'impliquer dans une association, et les 2/3 à participer à des actions bénévoles

21/23. Pour contribuer personnellement à la qualité de l'eau, vous seriez prêt à ...





LES QUESTIONS OUVERTES

Les commentaires

Près de 1550 répondants ont ajouté des commentaires en fin de questionnaire, qui abordent souvent différents sujets.

On retrouve par ordre de priorité des réflexions portant sur :

- ✓ **Les milieux naturels**, les cours d'eau, les zones humides, la biodiversité
- ✓ **L'accompagnement au changement** avec un besoin d'éducation, d'information, d'aide
- ✓ **Les enjeux agricoles**
- ✓ **Les usages domestiques** avec notamment des questions portant sur la récupération des eaux usées, sur l'eau potable
- ✓ **Le rôle des pouvoirs publics, la gouvernance**, le besoin d'échange, de courage
- ✓ Les enjeux liés aux **activités économiques et industrielles**
- ✓ L'amélioration de la **qualité de l'eau potable** et la limitation de son usage
- ✓ La limitation de l'artificialisation des sols
- ✓ **Le prix de l'eau** et sa différenciation en fonction des usages
- ✓ Et de façon plus générale **des réflexions sur la qualité et la quantité de l'eau**

De façon moins fréquente mais significative sont également abordés des sujets comme l'interdiction ou la réglementation des piscines, le besoin d'agir sur les réseaux et les fuites, sur les captages, l'état des nappes phréatiques, les risques liés aux inondations et aux épisodes de sécheresse ...

Nous reprenons ci-après ces différents sujets en les illustrant par des contributions significatives, indiquées entre guillemets en bleu italique.

Préserver les milieux naturels (1/2)

Plus de 400 contributions font mention de préoccupations vis-à-vis des milieux naturels (cours d'eau, mer ou littoral, zones humides, ...) et de la biodiversité

- ❖ **Ils sont nombreux à s'inquiéter de l'état des milieux naturels** et appellent à mieux les protéger, en limitant la pollution, en améliorant l'entretien, certains souhaitant par ailleurs que puissent être maintenus les accès pour les pêcheurs, ainsi que la possibilité d'activités de baignade, loisirs, ... : « *Nos rivières sont de plus en plus polluées, il faut les laisser dans leur état naturel afin que l'écosystème s'y développe davantage.* », « *La navigation de plaisance et professionnelle sur la Vilaine a atteint un niveau beaucoup trop important. Une pollution est très probablement engendrée (eaux noires ?)* », « *Nettoyage de la Vilaine, enlever les arbres tombés dans la rivière, entretenir les berges, élaguer les arbres pour en faire de futurs sujets magnifiques, remettre des cailloux dans les virages* », « *Nettoyer les berges de la Vilaine et enlever les herbes dans l'eau qui gênent les pêcheurs* », « *faites en sorte que l'on puisse se baigner dans la Vilaine, là elle ressemble à Armageddon, lorsque l'on se baigne dedans on se gratte pendant 7 ans* ».
- ❖ Un grand nombre de répondants évoque également le **besoin de (mieux) préserver les zones humides mais aussi les cours d'eau, voire de les renaturer**, souvent en lien avec un souci de préservation de la biodiversité : « *Reméandrer les cours d'eau plutôt qu'entretenir les berges (lutte contre les inondation, amélioration de la biodiversité, etc.)* », « *ne plus détruire de zones humides!! donc appliquer la loi sur l'eau* » « *Valoriser, entretenir et développer les réserves locales diffuses : mare, étangs, marais, zone humide* ».
- ❖ **Plusieurs répondants s'interrogent sur les barrages et sur les obstacles présents dans les rivières**, certains étant opposés au retrait des moulins et autres ouvrages « historiques », d'autres s'inquiétant des niveaux d'eau en lien avec ces ouvrages : « *L'eau est une richesse inestimable. Les 3 barrages de vilaine et le soutien d'étiage sont à préserver. Il faut également conserver des seuils dans les rivières, pour garder des poches de vie en été. Un cours d'eau à sec est mort, sans vie. c'est un incendie dans une forêt.* », « *Je suis inquiète de l'état de la Vilaine à Acigné depuis 3 ans. Un déversoir est cassé, ce qui assèche les berges de façon dramatique. De nombreux arbres tombent, et le club de Canoë Kayac dont les membres sont des joueurs de niveau national ne peuvent plus jouer. Je ne suis pas convaincue par le parti-pris de la "continuité écologique" qui ne me semble pas assez discriminante s'agissant d'aussi petites infrastructures humaines* », « *Il faudrait diminuer les écluses de la Vilaine pour laisser l'eau circuler car l'eau est trop stagnante* », « *Retirer les obstacles dans les rivières (moulins, seuils, retenues... y compris chez les particuliers) est une erreur écologique. Il y a de plus en plus d'études qui le montrent. Réhabilitons ces obstacles, c'est très important !* », « *Raser les barrages inutiles comme à Malestroit. Libérer l'écoulement de l'eau pour que la rivière revive !!* ».

Préserver les milieux naturels (2/2)

- ❖ Une cinquantaine de participants évoque en particulier des **enjeux liés à l'écoulement de l'eau vers la mer**, quelques-uns souhaitent **limiter les constructions sur le littoral**, ou **améliorer l'état de celui-ci de façon générale** : « *Freiner le retour à l'océan* », « *Quand il pleut beaucoup, l'eau monte et on envoie tout à la mer. C'est irresponsable* », « *J'ai l'impression que nous subissons (à Mesquer) une pollution de la part de la Vilaine qui dégrade notamment le littoral proche en faisant proliférer des algues invasives notamment et en rendant impropre à la consommation certains fruits de mer.* », « *Entretenir la végétation sur le littoral, plutôt que de tout laisser pousser. Nous sommes une zone touristique et en nous promenant, nous ne voyons plus la mer à plusieurs endroits* », « *Arrêter les constructions de logements individuels sur le littoral* ».
- ❖ Plus largement **environ 80 contributions mentionnent le besoin de replanter des haies bocagères, des arbres, de restaurer ou mieux entretenir les talus et fossés**, pour éviter le ruissellement de l'eau et favoriser l'infiltration : « *renforcer l'infiltration de l'eau (haies, talus, "fossés fermés", bassins d'infiltrations, noues, sols toujours couverts, agroforesterie, agroécologie) bosquets, micro forêts...* », « *Il est essentiel de protéger les haies bocagères compte tenu des multiples bienfaits en rapport avec l'eau et engager des actions pour soutenir les agriculteurs qui préservent leurs haies (cf. Label Haie par Afac Agroforesteries)* », « *remettre des haies et plantation d'arbres pour la retenue comme il y a 50 ans.* », « *Replantons des haies, des arbres, recréons des mares dans les zones humides, laissons les zones humides non drainées reflleurir encore d'espèces végétales qui ne peuvent vivre que dans ces milieux et abritent les espèces animales particulières à ces milieux* ».

Accompagner au changement

Près de 400 contributions évoquent les enjeux de changement de comportement (voire de paradigme) :

- ❖ Très majoritairement (près de 300 contributions) cela doit passer par **davantage de sensibilisation, de pédagogie et d'information**, y compris **chez les plus jeunes mais aussi auprès de tous les acteurs** :
 - ✓ à la fois pour **renforcer leurs connaissances** : « *La sensibilisation est essentielle pour que les habitants du territoire puissent vivre en ayant conscience de l'eau et de son avenir fragile. Que les gens puissent avancer petit à petit sans ce retrouver un jour au pied du mur. Les choses se passent toujours mieux en douceur* », « *Il faut éduquer, acculturer la population dans son ensemble ; une action locale au plus proche des gens, dans les salles de classe, du primaire à la faculté. Il faut que cela devienne le fil rouge de la vie des habitants.* », « *Que l'on informe plus la population pour le respect de l'eau aussi les enfants par le biais des écoles, souvent les enfants poussent les parents à faire attention* ».
 - ✓ les informer sur **des changements d'habitude, de comportements** (par exemple sur le gaspillage) : « *Faire des actions de pédagogie pour inciter les citoyens à maîtriser la consommation d'eau mais aussi auprès des agriculteurs et entreprises* », « *Éviter le gaspillage, éduquer dès le plus jeune âge dans ce sens.* », « *sensibiliser la population aux impacts de leurs incivilités quotidiennes (rejet de déchets, gaspillage)* ».
 - ✓ et pour accompagner vers **la prise de conscience** : « *Eduquer, ouvrir les regards, changer nos gestes/habitudes pour la préserver* », « *Il faut comprendre les enjeux pour changer les comportements individuels et collectifs. L'eau est un enjeu essentiel, vital et pour un sujet aussi important il y a peu d'information diffusée au plus grand nombre [...]. Il faut informer les habitants sur ces questions (journaux gratuits, lettres web...) et éduquer le plus de personnes (via les écoles, collèges, lycées, associations d'éducation populaire)* ».
- ❖ Quelques répondants évoquent pour cela le besoin **d'aides financières à destination des particuliers** pour pouvoir changer les pratiques : « *Mettre des aides pour les particulier afin de relier les récupérateur d'eau à l'alimentation des toilettes* », « *il manque des aides financières pour installer des systèmes de réemploi des eaux grises, de phyto-épuration* », **mais aussi plus largement d'accompagnement, auprès de tous les acteurs** : « *Envoyer dans les 3 ans à venir dans chaque foyer comme pour le recensement des agents pour fournir les dispositifs d'économie d'eau et accompagner les citoyens au changement des comportements. Faire la même choses auprès de toutes les collectivités.* », « *Ne pas accabler les acteurs et les accompagner. La radicalité ne fait que ralentir le processus* ».

Faire évoluer le modèle agricole

Plus de 400 contributions évoquent des sujets relatifs à l'agriculture :

- ❖ **De nombreux répondants évoquent le besoin de « *changer le modèle agricole* »** en « *arrêtant l'agriculture intensive* » en faisant évoluer « *les pratiques* », en favorisant une agriculture « *respectueuse des ressources* », en allant vers un modèle « *moins consommateur d'eau et moins polluant* » et en engageant une « *véritable transition agricole* ». Ils souhaitent une « *réforme agraire de très grande envergure et d'une ambition historique* ».
- ❖ **Pour cela ils estiment qu'il faut « *accompagner les agriculteurs* »** les « *sensibiliser* », plutôt que de les « *culpabiliser* » ou de les « *pointer du doigt* », qu'il faut aller les « *visiter, sans préjugés* » et qu'il faut avoir un « *discours équilibré pour ne pas rendre le secteur agricole l'unique responsable des problèmes de pollution des cours d'eau* » et « *arrêter d'opposer les acteurs économiques et les particuliers (on a tous besoin les uns des autres)* ». Certains soulignent que l'agriculture « *a déjà fait beaucoup d'effort sur la reconquête de la qualité de l'eau* », et qu'elle « *continuera à faire des progrès* »
- ❖ **La question des pesticides et des produits phytosanitaires** fait l'objet de nombreux commentaires, les répondants estimant qu'il faut **arrêter** les « *pesticides qui ruissellent dans les cours d'eau* », les « *interdire dans les zones de captage* », « *taxer fortement l'usage par les exploitants en fonction de tests chimiques sur parcelle pour objectiver l'usage* » et « *interdire les épandages phytosanitaires & limiter les organiques.* ». Certains proposent de « *traiter le problème qualitatif à la source en payant des paysans volontaires pour ne pas utiliser de pesticides (mesure sur 10 ans)* ». A ce propos est évoqué le problème des algues vertes et plus généralement le besoin de renforcer les contrôles et d'appliquer le principe du « *pollueur-payeur* ».
- ❖ Les contributions portent également sur **les enjeux d'irrigation**, particulièrement relative au maïs : « *Irriguer les champs la nuit et non en plein soleil* », « *INTERDIRE l'arrosage aérien par les agriculteurs, les obliger à pratiquer le goutte à goutte* ».
- ❖ Plusieurs contributions portent sur la nécessité d'aller vers **des cultures moins gourmandes en eau** : « *Changer certaines pratiques agricoles (moins de maïs) pour éviter les arrosages l'été.* », « *inciter les agriculteurs à semer des légumineuses afin de limiter les besoins en eau* ». Les contributeurs évoquent également le besoin de « *diminuer les élevages* », notamment intensifs : « *La limitation de l'élevage intensif me paraît importante tout en maintenant un élevage extensif plus réduit en nombre de têtes de bétail* ».
- ❖ Certains répondants souhaitent le développement d'une **alimentation sans viande**, pour réduire l'eau utilisée pour la produire : « *La production d'un kilogramme de céréales (ex blé) nécessite environ 1400L d'eau. La production d'un kilo de porc nécessite environ 4800L, celle de bœuf 15500. Arrêtez de manger de la viande* ».
- ❖ Quelques contributions appellent au **soutien de l'agriculture biologique**, tout en arrêtant le « *bio industriel* » y compris en achetant « *le maximum de terres agricoles* » pour les « *convertir en bio.* ». De façon plus rare certains estiment le bio non prioritaire ou s'interrogent sur son coût. D'autres demandent à « **limiter le drainage des champs** » ou à ce que soit prévu un moratoire à ce sujet.
- ❖ **La question des « bassines »** est abordée par une quarantaine de contributeurs, essentiellement pour s'y opposer : « *Partager l'eau : les bassines agricoles ne sont pas la solution pour l'agriculture à long terme.* », « *Les bassines sont des absurdités car elles empêchent l'eau de pluie de pénétrer dans les terres* ». Quelques répondants estiment nécessaire de prévoir du « *stockage* » de l'eau « *pour les agriculteurs* » ou « *d'autoriser la création de retenue collinaire pour stocker l'eau abondante en hiver qui va directement à la mer* ».

Être plus vertueux sur les usages domestiques : limiter, réutiliser...

Le sujet est abordé dans plus de 250 contributions. Les répondants passent en revue les différents usages domestiques

- ❖ Ils sont très nombreux à évoquer la **question des toilettes et l'usage de l'eau potable pour la chasse d'eau** : « *eau potable pour les toilettes voilà une aberration* ». Il est selon eux nécessaire de « *rendre obligatoire l'utilisation d'eau non potable dans les toilettes* » et certains proposent de « *promouvoir et faciliter la mise en place de toilettes sèche pour les particulier comme pour les collectivités* »
- ❖ De la même façon, ils s'interrogent sur **l'usage pour les lave-linges** pour lesquels ils proposent d'utiliser de « *l'eau de pluie* », la question des douches/bains est aussi abordée soit pour inviter à être plus économe soit pour utiliser là aussi de l'eau de pluie.
- ❖ Plus globalement ils sont très nombreux à proposer de **développer l'usage de récupérateurs d'eau de pluie** (voire d'autres eaux), en aidant (financièrement) les particuliers pour s'équiper et/ou en le rendant obligatoire pour les nouvelles constructions, individuelles ou collectives : « *Rendre obligatoire les captations d'eau de pluie pour chaque habitation ou collectif via des récupérateurs d'eau* », « *Avoir une aide pour que l'on possède tous un récupérateur d'eau, pour l'eau de pluie, l'eau froide de la douche, l'eau de lavage des légumes...etc.* », « *Mairies, villes, communes devraient proposer un regroupement d'achat de récupérateurs d'eaux pour les particuliers* ».
- ❖ **L'arrosage des jardins** est très souvent mentionné comme devant être réalisé par l'intermédiaire de récupérateurs d'eau de pluie.
- ❖ Plus généralement **ils imaginent des solutions de réutilisation** : « *Promouvoir la réutilisation de l'eau qui a servi à se laver ou à faire la vaisselle pour servir comme chasse d'eau* », « *adapter le recyclage des eaux grises pour les réutiliser là où l'eau n'a pas besoin d'être potable (toilettes, lave-linge, arrosage jardin et potager)* ».
- ❖ Une trentaine de répondants abordent le **sujet du lavage des voitures** en proposant d'« *interdire les stations de lavage automobile qui représentent l'inutilité et le gaspillage de la ressource* », ou de « *fermer les stations de lavage qui n'ont pas de système de recyclage* » même si certains précisent qu'il ne faut pas « *restreindre le lavage à haute pression en station de lavage en cas de sécheresse car le lavage individuel et privé de sa voiture est plus consommateur en eau et contribue à le dispersion des métaux lourds* ».

Agir sur la réglementation, former et écouter tous les acteurs

Près de 250 contributions évoquent les enjeux de la gouvernance de l'eau :

- ❖ Les répondants font état notamment du **besoin de faire (mieux) appliquer la réglementation**, de « *passer à la vitesse supérieure pour faire respecter la réglementation* », évoquant par exemple le renforcement ou la mise en place d'une police de l'eau, pour « *mieux encadrer les usages* » mais aussi « *pour faire plus de pédagogie pour expliquer les problèmes et solutions* », avec l'idée que « **la puissance publique doit absolument se saisir de cet enjeu et légiférer dans le sens du bien commun** ».
- ❖ De nombreux répondants signalent aussi le **besoin d'une gouvernance plus partagée avec tous les acteurs locaux** : « *Faire se rencontrer les acteurs (y compris habitants) pour réfléchir au partage de la ressource* », « *allez chercher des représentants des usagers ailleurs que dans le monde agricole, trop peur des lobbies et du secteur privé* », « *L'eau est une ressource essentielle et elle doit être gérée par l'ensemble de la population et non par quelques lobbies économiques* », « *agir en concertation avec tous les acteurs du territoire, car les usagers économiques dépendent fortement de l'utilisation de l'eau* ».
- ❖ Certains évoquent le **besoin de renforcement de l'action locale**, d'une **meilleure formation des élus** et/ou d'une plus grande **prise en considération des enjeux autour de l'eau par ceux-ci dans la prise de décisions** : « *Former les élus sérieusement et écouter les scientifiques spécialistes du sujet plutôt que les lobbys et syndicats de l'agriculture, de la chasse et de l'industrie* », « *Sensibilisation, formation obligatoire des élus représentants les communes dans les organismes gérant l'eau* », « *Il faut que les communes soient plus impliquées et attentives dans la gestion de l'eau* », « *Dans trop de communes l'eau est un sujet tabou car cette ressource est un objet de pouvoir et d'échanges pour négocier des aménagements, des emplois, des permis de construire.* », « *Il faut mettre l'eau au centre des processus de décision et de planification. En tant que ressource vitale et en pleine raréfaction, il est urgent de fournir des outils forts aux gestionnaires de l'eau. Les versants sont nos châteaux d'eau mais ils sont drainés et dégradés de façon systématique* ».
- ❖ Plusieurs répondants évoquent également le statut de l'eau comme « **bien commun** ». Pour eux, comme pour d'autres répondants, **l'eau doit sortir d'une gestion privée et être gérée et protégée par les acteurs publics** : « *L'eau est un bien commun et tout le monde doit en prendre soin car elle est vitale. Sans eau pas de vie ! / L'eau est un bien commun et sa gestion ne devrait jamais être privatisée / Pour toute action, penser l'eau comme un bien commun à partager et non comme une ressource à exploiter ou à accaparer au nom de motifs économiques (agricoles ou industriels). / Redonner le pouvoir sur la gestion de l'eau à l'état pour entretenir et garantir la gestion de ce bien commun* », « *la gestion de l'eau doit rester régalienne et ne pas être transférée aux objectifs de rentabilité des entreprises privées* », « *Que les collectivités territoriales reprennent la main sur les services de gestion de l'eau* », « *Il faut mettre tout ce qui concerne l'eau et son traitement en régie municipale, métropolitaine pour la retirer du système marchand* », « *C'est inacceptable que des sociétés privées gagnent des fortunes sur ce patrimoine qu'est cette "eau de vie"* ».

Faire évoluer le modèle économique

On compte un peu plus de 200 contributions évoquant les questions industrielles et économiques

- ❖ Un tiers d'entre eux appelle à une **évolution des modes de production en tenant compte de la ressource en eau** : « Planifier l'urbanisation et le développement économique en fonction des questions relatives à l'eau », « Développer la réutilisation des eaux usées dans le cadre des consommations industrielles », « On connaît les solutions depuis longtemps et on ne les applique pas, pour ne pas froisser les industriels et agroindustriels... ».
- ❖ Une quarantaine se positionne de façon affirmée **pour la diminution ou l'arrêt de l'activité industrielle** : « cesser le grignotage des terres agricoles pour de nouvelles constructions industrielles », « Arrêter d'installer des industries non essentielles pour le territoire », « Il pourrait peut-être être utile de commencer par suspendre des projets industriels hors-d'âge comme l'installation de Bridor à Liffré ». Ils s'interrogent sur la pertinence de leur accueil sur le territoire eu égard aux tensions sur la ressource en eau : « Les entreprises grosses consommatrices d'eau ont-elles encore leur place dans des zones en tension ? »
- ❖ Un nombre équivalent de répondants pour leur part estiment **qu'il faut échanger avec les acteurs économiques** (« Impliquer les entreprises »), **faire de la pédagogie** (« Éduquer et rappeler aussi aux différents acteurs (économiques, politiques ...) et usagers que l'eau est essentielle. »), **les accompagner pour qu'ils réduisent leurs consommations** (« Identifier les entreprises grosses consommatrices d'eau et travailler avec elles pour la réduire, au cas par cas »), sans opposer les parties prenantes : « Il ne faut pas opposer les différents usages (habitation, agriculture, entreprise, loisir), ils sont tous importants. »
- ❖ De nombreux répondants appellent à un **plus grand contrôle des activités, au renforcement des obligations** (« Durcir les normes pour les polluants issus des entreprises ») et des **sanctions** : « Condamner les entreprises polluantes », « Interdire les pompages des nappes phréatiques pour l'industrie », « Limiter/contrôler les entreprises sur leurs usages et consommations. », « Mettre la pression sur les industriels pour faire des économies », « Poser des restrictions ou pousser les industrielles à trouver des alternatives à leur consommation d'eau ».
- ❖ Quelques répondants **s'interrogent sur la consommation en eau de la production d'énergie** : « pourquoi vouloir construire de nouvelles centrales nucléaires qui demandent une quantité d'eau énorme pour refroidir les réacteurs ? ».

Améliorer la qualité de l'eau potable, limiter son utilisation

La question de l'eau potable ou de l'eau du robinet et ses utilisations est abordée par plus de 180 contributions :

- ❖ Pour une grande partie cela concerne, comme évoqué précédemment, **des adaptations à prévoir sur l'usage de l'eau potable au quotidien pour limiter son utilisation** : « *Mettre deux circuits d'eau dans les maisons, robinet et récupérateur pour w.c.* », « *Séparer les eaux noires et les eaux grises avec 2 réseaux pour les nouvelles constructions, avoir 2 qualités d'eau différentes (robinet différent des toilettes et certaines industries) avoir une citerne enterrée pour nouvelles constructions quand c'est possible.* », « *Interdire l'usage individuel d'eau potable pour certains usages : nettoyage des voitures, des sols extérieurs, des façades...* », « *manque de sensibilisation et de solutions techniques apportées pour l'usage domestique de l'eau (exemple : ne pas utiliser systématiquement de l'eau potable)* ».
- ❖ Quelques participants souhaitent **développer l'installation de mousseurs ou autres solutions d'économie de l'eau aux robinets** : « *Mettre en vente des robinets systématiquement équipés de réducteurs de débit et des chasses d'eau plus économes, ne pas laisser le choix au consommateur* », « *Distribuer des mousseurs lors d'opérations de communication/d'animations auprès de la population* ».
- ❖ **Plusieurs participants s'inquiètent de la qualité de l'eau potable** (pollution, goût ...), certains indiquant préférer l'éviter : « *Je trouve que l'eau du robinet a perdu en qualité gustative.* », « *je bois de l'eau du robinet, est-ce prendre des risques pour ma santé ?* », « *Nous souhaitons continuer à consommer l'eau du robinet sans que cela soit dangereux pour notre santé.* », « *Être averti lorsque il y a des dépassements de normes de pesticides dans l'eau du robinet.* », « *Qu'en est il du goût de l'eau du robinet à Rennes. Depuis quelques temps elle est imbuvable car elle a un fort goût chimique. J'en suis réduite à acheter des bouteilles plastiques!! Horreur totale, je n'avais plus fait ça depuis des années !!* ».

Limiter l'artificialisation des sols et lutter contre l'imperméabilisation

Environ 180 contributions évoquent des enjeux liés à l'artificialisation des sols, l'urbanisation de manière générale et les nouvelles constructions :

- ❖ Pour une soixantaines de répondants il s'agit **d'imposer des règles aux nouvelles constructions, y compris collectives, pour favoriser la récupération des eaux de pluie, économiser l'eau...** : « *Récupération d'eau de pluie obligatoire dans toutes constructions neuves* », « *imposer au permis de construire que chaque construction neuve stocke au moins 10 m3 d'eau de pluie* », « *Intégrer des stockages d'eau collectifs lors de la création de lotissement* », « *intégrer aux constructions (immeubles bâtiments publics) des sanitaires utilisant de l'eau non potable* ».
- ❖ Une trentaine de contributions évoque le besoin de **limiter voire d'interdire l'artificialisation des sols**, notamment sur des espaces naturels, **et/ou de limiter l'urbanisation** et l'augmentation de population dans la région : « *Beaucoup trop de constructions, de lotissements... dans les anciennes zones agricoles qui étaient de vraies éponges* », « *Arrêter de construire des lotissements et d'importer de plus en plus de monde dans notre région...!* », « *Arrêtons de construire et d'artificialiser les sols* », « *Planifier l'urbanisation et le développement économique en fonction des questions relatives à l'eau, à l'échelle des BV et même de la Bretagne. Limiter la croissance des plus grosses villes, notamment Rennes Métropole et le littoral, et limiter la densification excessive, repeupler les campagnes avec un redéveloppement des services publics et de transport collectif* ».
- ❖ Quelques répondants souhaitent par ailleurs **limiter l'imperméabilisation des sols en général ou favoriser la désimperméabilisation** : « *désimperméabiliser les sols urbains - enlever partout ou cela est possible le bitume qui crée des ilots de chaleurs - planter des bosquets d'arbres entre les immeubles plutôt que des aménagements coûteux et inutiles - créer aussi des noues afin de capter l'eau de pluie afin qu'elle retourne dans le sol* », « *Arrêter la bétonisation et le goudronnage des terres* », « *Arrêtons le bitume, les parkings, les dalles, les revêtements* », « *recréer des surfaces non imperméables qui permettent à l'eau de s'infiltrer de remplir les nappes* », « *n'est-il pas possible d'obliger les nouvelles entreprises et aménagements publics d'installer des parkings permettant l'infiltration de l'eau...* ».

Différencier le prix de l'eau en fonction des usages et des quantités

On retrouve mention de cette question de la tarification et du prix de l'eau dans près de 160 contributions :

- ❖ La plupart des réflexions porte sur le besoin d'avoir **une tarification différenciée en fonction des usages** en incluant une dimension incitative : *« Différencier le prix de l'eau (boisson hygiène / loisir / recyclabilité / industrie / récompenser les efforts de réduction de consommation) ».*
- ❖ **En prévoyant un système de tarification par quotas et paliers** et en augmentant le coût en fonction des quantités, tout en veillant à ne pas pénaliser les plus modestes : *« Mettre en place une nouvelle tarification pour les particuliers, gratuité pour les 30 premiers M3 consommés par habitant, et facturer la consommation par tranche au delà pour reporter l'effort sur les gros consommateurs ».*
- ❖ **En privilégiant les usages essentiels / les usages loisirs et en appliquant un tarif plus important pour les plus gros consommateurs** : *« taxation des usages dits de "luxe" : piscines, golfe, lavage intempestif des voitures, etc. », « Mettre une tarification très pénalisante pour les gros consommateurs d'eau notamment pour le remplissage de piscine », « pour les ménages, fixer un prix de l'eau raisonnable pour le nécessaire et très élevé pour le superflu », « Taxer les industriels sur-consommateurs », « Faire payer les gros consommateurs : propriétaires de piscines, industries dont la production n'est pas essentielle aux besoins primaires ».*
- ❖ **En appliquant le principe du « pollueur-payeur** : *« Il est temps d'impliquer les industriels et agriculteurs qui sont les plus gros pollueurs et consommateurs de l'eau douce. Les particuliers sont déjà très attentifs à leur consommation ! Pollueurs = payeurs », « N'augmenter pas les foyers mais pratiquez les pollueurs / payeurs ».*
- ❖ Quelques **répondants estiment qu'il faut augmenter le prix de l'eau pour inciter à l'économiser** : *« augmenter le prix de l'eau, avoir le courage politique de préserver cette ressource précieuse », « En tant que particuliers nous avons accès à une eau courante, très peu chère, ce qui nous envoie un signal contradictoire avec sa raréfaction. Nécessité à augmenter le prix de l'eau pour les particuliers, au delà des m3 vraiment indispensables, pour inciter aux économies avec cohérence » en réalisant cette augmentation « par palier ».*
- ❖ Quelques participants s'étonnent enfin de différences de prix entre régions, de l'importance des taxes, ou demandent que le prix soit baissé...

Interdire ou taxer les piscines... agir sur les golfs, terrains sports, pelouses...

On retrouve mention du sujet des piscines dans plus de 150 contributions

- ❖ 70 répondants **estiment qu'il faudrait « Interdire les piscines individuelles »**, « *Interdire la construction de nouvelles piscines privées chez les particuliers.* », « *refuser les permis de construire* », voire « *Soutenir une réglementation en faveur de la suppression des piscines individuelles.* ».
- ❖ Une vingtaine de répondants évoque **plutôt une limitation des piscines** : « *limiter l'usage peu prioritaire comme les piscines privées.* », « *limiter officiellement l'usage de l'eau récréative (piscine, lavage de voitures, terrasses....)* »
- ❖ Environ trente répondants, pour leur part, estiment qu'il faudrait **taxer de façon importante l'usage de l'eau pour les piscines** : « *Mettre une tarification très pénalisante pour les gros consommateurs d'eau notamment pour le remplissage des piscines* », « *Il faut davantage taxer les propriétaires de piscine qui sont énergivore de cette ressources alors que d'autres font déjà très attention à leur consommation.* »
- ❖ D'autres estiment qu'il faudrait pour les piscines « *rendre obligatoire la réutilisation des eaux pluviales* » et obliger les détenteurs d'une piscine à installer un dispositif de récupération des eaux de pluie, mais aussi mieux « *encadrer le développement des piscines (où rejeter leur eau ?)* » et mieux les contrôler : « *une police de l'environnement plus active pour lutter contre les dérives (arrosages, remplissage de piscines privées) en période de restriction.* », « *Interdire le remplissage des piscines des particuliers après un hiver où la pluviométrie a été faible.* »

Quelques répondants évoquent également les golfs, terrains de sports : « *Je ne comprends pas qu'on puisse continuer à utiliser l'eau pour arroser les terrains de foot ou les golfs quand on demande aux particuliers de limiter leur consommation* », mais aussi l'arrosage des espaces verts publics.

Améliorer l'état du réseau, le traitement et la réutilisation des eaux usées

La question des réseaux d'eau, de l'assainissement, est abordée par près de 150 contributions :

- ❖ En grande majorité cela concerne des **inquiétudes concernant l'état du réseau**, des canalisations, les répondants évoquant des **problèmes de fuite** : « *Chercher et réparer les fuites sur les réseaux d'eau potable* », « *Maîtriser les fuites sur le réseau de distribution est impératif* », « *il faut ABSOLUMENT rénover les canalisations d'eau qui sont la source d'énormément de pertes d'eau potable même si cela va coûter cher en travaux, les bénéfices seront multipliés par cent ensuite sur la durée* ».
- ❖ Certains en particulier proposent de **concentrer les efforts sur l'assainissement de l'eau et sa qualité, pour quelques-uns en explorant des alternatives** : « *Faire des contrôles réguliers à la sortie des stations d'épuration* », « *Agir vite pour la qualité de l'eau, au niveau des stations d'épuration pour éliminer un maximum de polluants* », « *Le cycle de traitement et de réutilisation de l'eau doit s'améliorer pour permettre de réduire l'empreinte sur les réserves* », « *Favoriser des assainissements comme les phyto-épurations qui permettent de réinjecter l'eau dans le sol plutôt que dans le tout à l'égout puis les cours d'eau après épuration* », « *Promouvoir l'usage des milieux naturels pour la filtration et le traitement des eaux pluviales* ».
- ❖ Ils sont aussi nombreux à souhaiter **voir plus de réutilisation, de recyclage des eaux usées** : « *Développer la réutilisation des eaux usées dans le cadre des consommations industrielles* », « *réutiliser l'eau des stations d'épuration* », « *Circuits fermés pour pouvoir réutiliser des eaux peu usées pour d'autres usages* », « *A priori moins d'un pourcent des eaux usées est recyclé. Il y a certainement une réflexion à avoir pour préserver cette ressource.* », « *Il y a de gros efforts à faire sur la réutilisation des eaux usées comme en Israël où 90% est recyclé* ».

Anticiper les risques d'inondation et de sécheresse

La question des risques naturels d'inondations ou de sécheresse est abordée dans environ 80 contributions :

- ❖ Une trentaine de répondants évoque **les risques et inquiétudes liées aux inondations, ou la construction en zones inondables** : « *Il ne faut pas vouloir urbaniser à outrance surtout sur des zones inondables* », « *Trop de zones inondables sont bâties* », « *Plus de zones humides pour éviter les inondations* », « *Au point où on en est, il ne faut plus chercher à lutter contre la nature mais s'adapter à elle. Par exemple pour lutter contre les inondations, construire des habitations flottantes plutôt que des digues* », « *Replanter des haies et mettre un revêtement plus propre, plus végétalisé pour limiter le ruissellement de l'eau et donc le risque d'inondations* », « *J'ai habité pendant 20 ans à Redon, je vois l'eau lors des inondations aller beaucoup plus près des maisons aujourd'hui, le remembrement n'a pas fait que du bien sur la région* »
- ❖ Ils sont aussi une trentaine à **s'inquiéter des impacts d'épisodes de sécheresse et des mesures mises en place lors de ceux-ci** : « *Fissures dans ma maison dues à la rétractation des argiles depuis la prolifération des sécheresses* », « *Je vois ma rivière diminuer de plus en plus et cela devient très inquiétant quand il y a une sécheresse* », « *Lors des restrictions en période de sécheresse, avoir un peu plus à l'œil les récalcitrants (lavage de voiture, bateau, changement d'eau de petite piscine...)* », « *en cas de sécheresse, il est absurde d'interdire aux gens d'arroser leur potager individuel comme c'est le cas actuellement : un potager c'est le circuit le plus court possible, et il y a un énorme gâchis d'eau par l'agriculture intensive, donc laisser mourir des potagers locaux pour irriguer des exploitations énormes c'est pire sur le long terme.* », « *Mettre en place des quotas par mois et par habitant en cas de sécheresse* ».
- ❖ Certains répondants s'inquiètent d'ailleurs de la perspective d'une « guerre de l'eau » : « *Il est urgent d'agir et de comprendre les immenses défis qui nous attendent, et en particulier "la guerre de l'eau" qui se profile et que nous refusons de voir venir* », « *Solidarité à établir pour éviter la guerre de l'eau* ».

Mieux encadrer les prélèvements et captages, préserver les nappes phréatiques

La question de l'état des nappes et du captage est abordée par près de 70 contributions :

- ❖ Pour une cinquantaine de participants il s'agit plus particulièrement de **mieux réguler les puits, forages et captages d'eau, à la fois pour éviter des prélèvements trop importants et limiter les impacts de polluants sur l'eau qui y est prélevée** : « *Protection plus stricte des zones de captage* », « *Interdiction des pesticides sur les bassins versants des zones de captage* », « *nous modifions notre terre et aussi les nappes phréatiques, il serait bon de ne plus faire de puits artésien et capter l'eau pour la géothermie car nous modifions la nature du sol* », « *Aide à apporter à la réhabilitation des puits existants, conseils sur leur possible utilisation* », « *interdire la création de forage de puits pour consommation des particuliers et limiter pour les agricoles* », « *Mettre en place une réglementation concernant les prélèvements d'eau dans les puits privés* », « *Je considère anormal, inéquitable, de voir des forages agricoles, industriels, qui a eux deux représentent 80% des consommations des nappes sans contrôle et surtout réglementations applicables strictement* ».
- ❖ Une **vingtaine de contributions partage plus globalement le souhait de préserver l'état des nappes phréatiques** (quantité et qualité des eaux) : « *Il faut aussi protéger les nappes phréatiques des différents projets de l'agro-industrie (élevage XXL etc.) et de l'extraction de sable et autre granulat* », « *Quid des nappes phréatiques et de leur préservation / Quid des prélèvements de l'agriculture ou de l'industrie dans ces nappes (bassines)* », « *Stopper le plus rapidement possible les pollutions des cours d'eau, des nappes phréatiques dues aux activités agricoles et humaines mal encadrées.* », « *Merci de laisser les nappes phréatique se remplir. Stop à l'usage et gaspillage de l'eau pour le profit ainsi que sa pollution* ».

Des remarques d'ordre général

Les répondants ont parfois formulé des remarques d'ordre plus général :

- ❖ Près de **140 contributions ont trait à la pollution**, qu'elle soit liée à l'activité agricole, industrielle ou aux usages domestiques, s'inquiétant pour certains de son impact sur la qualité de l'eau (notamment potable) et sur la capacité à identifier les polluants et les traiter à la source, et demandant pour d'autres l'application plus stricte du principe pollueur-payeur : *« Diminuer l'agriculture intensive dans les campagnes afin de réduire la consommation et la pollution de l'eau, des zones humides par certains exploitants agricoles peu respectueux », « Appliquer amendes lourdes aux pollueurs à tout niveau, du citoyen aux grandes entreprises avec obligation de remise en état », « Il faut aussi penser aux polluants médicamenteux (contraceptif, chimio..) qui se retrouvent dans les rivières voire à notre robinet faute d'une bonne filtration », « Manque d'informations et/ou d'analyses sur la qualité de l'eau potable au niveau moléculaire (médicamenteuse, perturbateurs endocriniens..) », « Forte inquiétude sur la qualité de l'eau par des polluants chimiques d'origine industrielle et ménagère plus que d'origine agricole ».*
- ❖ Dans le même registre, près de **80 répondants partagent leurs attentes et inquiétudes concernant la qualité de l'eau**, une préoccupation qui porte aussi sur la **quantité d'eau** pour certains : *« La problématique de la dégradation de la qualité de l'eau est un enjeu encore plus important que celui de la baisse de la quantité pluviométrique : elle touche à la qualité de l'environnement et à la ressource utilisable pour vivre », « Nécessité que l'ensemble des usagers de l'eau prenne conscience de l'importance de gérer ce bien avec sobriété tant sur la quantité que sur la qualité pour se prémunir de conflits futurs », « préserver la quantité et la qualité de l'eau ».*
- ❖ Une **quarantaine de contributions évoque le besoin d'évolutions**, de changements dans les usages, dans les modèles (économiques, agricoles, ...) **pour faire face au changement climatique** : *« Anticiper plus qu'actuellement le réchauffement climatique des prochaines années », « il nous faut adapter nos modes de vie au manque d'eau et changement climatique ».*

Le point de vue sur l'enquête

Une quarantaine de répondants ont exprimé leur point de vue sur l'enquête

- ❖ Dans une grande majorité des cas pour souligner son intérêt : *« Beaucoup de travail à faire pour sensibiliser tout le monde, ce questionnaire est une belle approche merci », « Bravo pour ce questionnaire qui fait réfléchir », « Le questionnaire que je rempli là, tout les citoyens devraient le remplir; pour éveiller les consciences. », « très bon qcm, merci de lutter pour cette cause! »*
- ❖ Quelques répondants font part de leur manque de connaissances : *« A l'issu de ce questionnaire je me rends compte que je suis très mal informé sur le cycle de l'eau et de l'état des milieux aquatiques dans ma région. », « Très difficile de se prononcer sur des priorités sans ces connaissances ».*
- ❖ D'autres évoquent des manques dans le questionnaire : *« J'aurais aimé des questions sur l'entretien des fossés », « Manque dans votre questionnaire l'entretien des canalisations. » « Il manque le volet érosion dans votre questionnaire. Il faudrait communiquer sur l'érosion des sols qui perturbe les cours d'eau. »,* ou s'interrogent sur son utilité *« 99% des eaux bretonnes sont polluées par les pesticides. Que comptez vous faire à l'échelle de la vilaine ? À quoi serviront mes réponses ? »*
- ❖ Quelques répondants ont un regard plus critique estimant que le questionnaire est trop technique (*« le sondage est peu être un peu technique pour le grand public »*) ou que les questions sont orientées : *« Les questions de ce questionnaire sont orientées, notamment, la comparaison avec le passé. 30-40 ans n'est pas la bonne référence pour comparer la situation actuelle avec celle du passé. », « Plusieurs de vos questions induisent une réponse orientée et donc vont biaiser la synthèse »*
- ❖ Enfin quelques-uns sont demandeurs de retours : *« Avoir un compte rendu de cette enquête via un affichage, pdf sur panneau pocket », « Concernant le questionnaire : avoir les réponses aux premières questions de connaissance »*